

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**
Réception des soumissions - TPSGC / Bid
Receiving - PWGSC
601-1550, Avenue d'Estimauville
Québec
Québec
G1J 0C7

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Station océanographique	
Solicitation No. - N° de l'invitation 5P212-110919/A	Date 2012-05-24
Client Reference No. - N° de référence du client 5P212-11-0919	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$QCN-026-14640	
File No. - N° de dossier QCN-2-35105 (026)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-07-04	Time Zone Fuseau horaire Heure Avancée de l'Est HAE
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: St-Laurent, Karine	Buyer Id - Id de l'acheteur qcn026
Telephone No. - N° de téléphone (418) 649-2752 ()	FAX No. - N° de FAX (418) 648-2209
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: PARC MARIN DU SAGUENAY SAINT-LAURENT 454 DU BATEAU PASSEUR TADOUSSAC Québec G0T2A0 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

TPSGC/PWGSC
601-1550, Avenue d'Estimauville
Québec
Québec
G1J 0C7

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Besoin
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements en période de soumission
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestation préalable à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Besoin
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relative à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. Clause du guide des CCUA

Liste des annexes

Annexe A	Besoin
Annexe B	Base de paiement
Annexe C	Concept de station océanographique sous-marine

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Besoin

Le besoin est décrit en détail sous l'annexe « A », Besoin.

3. Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<http://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2012-03-02), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : cent vingt (120) jours

1.1 Clauses du guide des CCUA

B1000T (2007-11-30), Condition du matériel

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins **sept (7) jours civils** avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur au Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission financière (1 copie papier)

Section II : Attestations (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

Section I : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services (TPS) ou de la taxe sur la vente harmonisée (TVH), s'il y a lieu, doit être indiqué séparément.

1.1 Clauses du guide des CCUA

C3011T (2010-01-11), Fluctuation du taux de change

Section II : Attestation

Les soumissionnaires doivent présenter l'attestation exigée à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant le critère d'évaluation financier.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Évaluation financière

1. Le prix de la soumission sera évalué comme suit :
 - a. les soumissionnaires établis au Canada doivent proposer des prix fermes, les droits de douane et les taxes d'accise canadiens compris, et la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) exclue.
 - b. les soumissionnaires établis à l'étranger doivent proposer des prix fermes, les droits de douane, les taxes d'accise canadiens et la TPS ou la TVH exclus. Les droits de douane et les taxes d'accise canadiens payables par le Canada seront ajoutés, pour les besoins de l'évaluation seulement, aux prix présentés par les soumissionnaires établis à l'étranger.
2. Sauf lorsque la demande de soumissions précise que les soumissions doivent être présentées en dollars canadiens, les soumissions présentées en devises étrangères seront converties en dollars canadiens pour les besoins de l'évaluation. Pour les soumissions présentées en devises étrangères, le taux indiqué par la Banque du Canada à la date de clôture des soumissions, ou à une autre date précisée dans la demande de soumissions, sera utilisé comme facteur de conversion.
3. Bien que le Canada se réserve le droit d'attribuer le contrat FAB usine ou FAB destination, le Canada demande que les soumissionnaires proposent des prix FAB usine ou point d'expédition et FAB destination. Les soumissions seront évaluées sur une base FAB destination.
4. Pour les fins de la demande de soumissions, les soumissionnaires qui ont une adresse au Canada sont considérés comme étant des soumissionnaires établis au Canada, et les soumissionnaires qui ont une adresse à l'extérieur du Canada sont considérés comme étant des soumissionnaires établis à l'étranger.

2. Méthode de sélection

Une soumission doit respecter toutes les exigences de la demande de soumissions pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 - ATTESTATION

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires durant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

1. Attestation préalable à l'attribution du contrat

L'attestation énumérée ci-dessous devrait être remplie et fournie avec la soumission mais elle peut être fournie plus tard. Si l'attestation n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

1.1 Programme de contrats fédéraux - plus de 25000\$ et moins de 200000\$

Les fournisseurs qui sont assujettis au Programme de contrats fédéraux (PCF) et qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement fédéral au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une soumission présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

Le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise :

- a) () n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents et/ou temporaires, ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b) () n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;

-
- c) () est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein, ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC puisqu'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus.
- d) () n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____.

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits à l'annexe « A », Besoin.

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<http://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2010A (2012-03-02), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'alinéa de l'**article 8** du document **2010A**, Conditions générales - biens (complexité moyenne), est modifié comme suit :

Tous les travaux sont soumis à l'inspection et à l'acceptation par le Canada. **Étant donnée la nature particulière des travaux, nous estimons que l'inspection et l'acceptation des travaux pourraient prendre jusqu'à 60 jours.** L'inspection et l'acceptation des travaux par le Canada ne relèvent pas l'entrepreneur de sa responsabilité à l'égard des défauts et des autres manquements aux exigences du contrat. **Le Canada aura le droit de rejeter tout travail non conforme aux exigences du contrat et d'exiger une rectification ou un remplacement aux frais de l'entrepreneur.**

2030 27 (2012-03-02), Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances

1. L'entrepreneur déclare et garantit qu'au meilleur de sa connaissance, ni lui ni le Canada ne portera atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'un tiers dans le cadre de l'exécution ou de l'utilisation des travaux, et que le Canada n'aura aucune obligation de verser quelque redevance que ce soit à quiconque en ce qui touche les travaux.

2. Si quelqu'un présente une réclamation contre le Canada ou l'entrepreneur pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou pour des redevances en ce qui touche les travaux, cette partie convient d'aviser immédiatement l'autre partie par écrit. En cas de réclamation contre le Canada, le procureur général du Canada, en vertu de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R., 1985, ch. J-2, sera chargé des intérêts du Canada dans tout litige où le Canada est partie, mais il peut demander à l'entrepreneur de défendre le Canada contre la réclamation. Dans l'un ou l'autre des cas, l'entrepreneur convient de participer pleinement à la défense et à la négociation d'un règlement, et de payer tous les coûts, dommages et frais

juridiques engagés ou payables à la suite de la réclamation, y compris le montant du règlement. Les deux parties conviennent de ne régler aucune réclamation avant que l'autre partie n'ait d'abord approuvé le règlement par écrit.

3. L'entrepreneur n'a aucune obligation concernant les réclamations qui sont présentées seulement parce que:

a) le Canada a modifié les travaux ou une partie des travaux sans le consentement de l'entrepreneur ou il a utilisé les travaux ou une partie des travaux sans se conformer à l'une des exigences du contrat; ou

b) le Canada a utilisé les travaux ou une partie des travaux avec un produit qui n'a pas été fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat (à moins que l'utilisation ne soit décrite dans le contrat ou dans les spécifications du fabricant); ou

c) l'entrepreneur a utilisé de l'équipement, des dessins, des spécifications ou d'autres renseignements qui lui ont été fournis par le Canada (ou par une personne autorisée par le Canada); ou

d) l'entrepreneur a utilisé un élément particulier de l'équipement ou du logiciel qu'il a obtenu grâce aux instructions précises de l'autorité contractante; cependant, cette exception s'applique uniquement si l'entrepreneur a inclus la présente déclaration dans son contrat avec le fournisseur de cet équipement ou de ce logiciel : « [Nom du fournisseur] reconnaît que les éléments achetés seront utilisés par le gouvernement du Canada. Si une tierce partie prétend que cet équipement ou ce logiciel fourni en vertu du contrat enfreint les droits de propriété intellectuelle, [nom du fournisseur], à la demande de [nom de l'entrepreneur] ou du Canada, défendra à ses propres frais, tant [nom de l'entrepreneur] que le Canada contre cette réclamation et paiera tous les coûts, dommages et frais juridiques connexes ». L'entrepreneur est responsable d'obtenir cette garantie du fournisseur, faute de quoi l'entrepreneur sera responsable de la réclamation envers le Canada.

4. Si quelqu'un allègue qu'en raison de l'exécution des travaux, l'entrepreneur ou le Canada enfreint ses droits de propriété intellectuelle, l'entrepreneur doit adopter immédiatement l'un des moyens suivants:

a) prendre les mesures nécessaires pour permettre au Canada de continuer à utiliser la partie des travaux censément enfreinte; ou

b) modifier ou remplacer les travaux afin d'éviter de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle, tout en veillant à ce que les travaux respectent toujours les exigences du contrat; ou

c) reprendre les travaux et rembourser toute partie du prix contractuel que le Canada a déjà versée.

Si l'entrepreneur détermine qu'aucun de ces moyens ne peut être raisonnablement mis en oeuvre, ou s'il ne prend pas l'un de ces moyens dans un délai raisonnable, le Canada peut choisir d'obliger l'entrepreneur à adopter la mesure c), ou d'adopter toute autre mesure nécessaire en vue d'obtenir le droit d'utiliser la ou les parties des travaux censément enfreinte(s), auquel cas l'entrepreneur doit rembourser au Canada tous les frais que celui-ci a engagés pour obtenir ce droit.

3.2 Conditions générales supplémentaires

4003 (2010-08-16), Logiciels sous licence s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

4004 (2010-08-16), Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

4. Durée du contrat

4.1 Date de livraison

Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard **six semaines après l'octroi du contrat**.

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Organisation : **Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

Adresse : 601-1550, avenue d'Estimauville
Québec, Québec
G1J 0C7
Canada

Nom : Karine St-Laurent
Titre : Agente d'approvisionnement
Téléphone : 418.649.2752
Télécopieur : 418.648.2209
Courriel : karine.st-laurent@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Responsable technique (sera complété à l'attribution du contrat)

Le responsable technique pour le contrat est :

Organisation : **Parc Canada**

Adresse : _____

Nom : _____
Titre : _____
Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Représentant de l'entrepreneur *(sera complété à l'attribution du contrat)*

Organisation : _____

Adresse : _____

Nom : _____

Titre : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Courriel : _____

6. Paiement

6.1 Base de paiement - Prix ferme

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme précisé dans l'annexe B - Base de paiement, selon un montant total de _____ \$ *(insérer le montant au moment de l'attribution du contrat)*. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.2 Paiement unique

Clause du guide des CCUA H1000C (2008-05-12), Paiement unique

6.3 Clauses du guide des CCUA

C2000C (2007-11-30), Taxes - entrepreneur établi à l'étranger

6.4 Instructions d'expédition - livraison à destination

Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés :

- a) franco bord (destination) transporteur Tadoussac, Québec, Canada pour les expéditions en provenance du gouvernement des États-Unis; ou

- b) rendu droits acquittés (DDP) Tadoussac, Québec, Canada selon les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.

7. Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé «Présentation des factures» des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

2. Les factures doivent être distribuées comme suit :

L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

8. Attestation

- 8.1 Le respect de l'attestation fournie par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que l'attestation qu'il a fournie avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur au Québec, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) 4003 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires - Logiciels sous licence;
- c) 4004 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires - Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence;
- d) 2030 27 (2012-03-02), Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances -Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances;
- e) 2010A (2012-03-02), Conditions générales - biens (complexité moyenne);
- f) Annexe A, Besoin;
- g) Annexe B, Base de paiement;
- h) Annexe C, Concept de station océanographique sous-marine;
- i) la soumission de l'entrepreneur en date du _____ (*inscrire la date de la soumission*).

12. Clauses du guide des CUA

G1005C (2008-05-12), Assurance

ANNEXE « A »**BESOIN****STATION OCÉANOGRAPHIQUE SOUS-MARINE****OBJECTIF**

Le Centre de découverte du milieu marin requiert de l'équipement de mesure pour assembler une station océanographique sous-marine fonctionnelle et complète relié à la terre, permettant de transmettre, d'enregistrer et d'analyser les conditions océanographiques de plongée pour informer les plongeurs.

CONTEXTE

Le Centre de découverte du milieu marin géré par l'unité de gestion du Saguenay–Saint-Laurent de Parcs Canada a principalement été créé afin d'augmenter la sécurité des plongeurs d'un site de plongée sous-marine à « Les Escoumins ». Ce site est situé sur la rive et il permet un accès terrestre au site de plongée sous-marine du Saint-Laurent qui est très fréquenté.

Les aménagements du Centre de découverte du milieu marin comprennent 3 passerelles et trottoirs de mise à l'eau reliés à un câble sous-marin facilitant les retours vers la sortie, une carte indiquant le profil du fond marin, un drapeau de plongée et une trousse d'oxygénothérapie. Du personnel est aussi présent sur le site.

La station océanographique sous-marine devra fournir des données relatives aux conditions océaniques dont la vitesse et la direction des courants marins, la hauteur et la direction des vagues, la température de l'eau et la visibilité sous-marine via une analyse de la turbidité de l'eau.

La station océanographique sous-marine requise devra être composée d'un profileur de courant à effet Doppler (Acoustic Doppler Current Profiler (ADCP)), d'un capteur de turbidité, d'une plate-forme sous-marine, d'un boîtier d'interface, de câbles, de connecteurs, de fils réducteur de tension et logiciel.

L'ADCP et le capteur de turbidité seront fixé à la plate forme sous-marine, celle-ci sera ancrée ou déposée sur le fond marin du site de plongée du Centre de découverte du milieu marin relié par des câbles (pour l'alimentation en énergie et la transmission des données). Les données seront transmises en temps réel à un ordinateur directement sur le site de plongée, sur le site internet du parc marin et sur le site internet de l'Observatoire global du Saint-Laurent. Les données recueillies permettront aux plongeurs de consulter les conditions océanographiques de plongée sur place ou à distance, afin de permettre aux plongeurs de connaître les conditions de plongée sous-marine et de prendre des décisions pour leur sécurité et pour faire la planification de leurs plongées.

L'équipement devra supporter un environnement marin et une pression de la colonne d'eau d'au moins 40 m. Cette station sera submergée à une profondeur qui se situe entre 15 et 25 m. L'assemblage et l'installation de l'équipement de la station océanographique sous-marine ne font pas partie du besoin.

ACRONYMES

- ADCP : Acoustic Doppler Current Profiler;
- cm : centimètre;
- kg : kilogramme;
- kHz : kilohertz;
- m : mètre;
- MB : megabyte;
- nm : nanomètre;
- V : volt.

L'équipement doit inclure :

- Un profileur de courant à effet Doppler (Acoustic Doppler Current Profiler (ADCP)) - houlographe qui mesure, en temps réel, la vitesse et la direction des courants marins, la hauteur et la directions des vagues ainsi que la température de l'eau;
- Un capteur de turbidité de type transmissiomètre qui mesure, en temps réel, l'indice de turbidité de l'eau;
- Une plateforme sous-marine (support de mouillage) de style tripode ancrée ou déposée sur un fond marin au relief irrégulier et sur laquelle seront fixés l'ADCP et le capteur de turbidité;
- Un boîtier d'interface qui alimente en énergie l'ADCP et le capteur de turbidité et transfère les données entre la station océanographique et le poste informatique;
- Quatre câbles marins qui alimentent en énergie l'ADCP et le capteur de turbidité et transfère les données;
- Un câble d'appoint pour tester et programmer l'ADCP hors de l'eau;
- Huit connecteurs marins qui relient les câbles et les instruments (ADCP, capteur de turbidité et boîtier d'interface) entre eux;
- Trois fils réducteurs de tension qui libèrent la tension sur les connecteurs;
- Logiciel qui analyse et enregistre les données recueillies par l'ADCP et par le capteur de turbidité.

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES OBLIGATOIRES

La station océanographique doit rencontrer toutes les spécifications techniques obligatoires décrites ci-dessous :

- 1. Profileur de courant à effet Doppler (Acoustic Doppler Current Profiler (ADCP)) - houlographe :**
 - 1.1 Fréquence de 600 kHz;
 - 1.2 Mode opérationnel en temps réel;
 - 1.3 Capacité de mesurer les spectres de vagues directionnels,
 - 1.4 Capacité de mesurer sous une profondeur d'eau maximale de 25 m de hauteur, le spectre non-directionnel de vagues ayant une période de 2 secondes ou plus;
 - 1.5 Capacité de mesurer sous une profondeur d'eau maximale de 25 m de hauteur, la direction et le spectre directionnel de vagues ayant une période de 4 secondes ou plus;
 - 1.6 Capacité de mesurer la direction et la vitesse des courants en segmentant la colonne d'eau en strate de 1 m sur une profondeur maximale de 25 m;
 - 1.7 Capacité de mesurer la température de l'eau environnant de l'ADCP;
 - 1.8 Capacité de mesurer la pression de la colonne d'eau;
 - 1.9 Doit être connecté au capteur de turbidité, fournir l'alimentation électrique au capteur de turbidité et enregistrer et transmettre à un ordinateur via le boîtier d'interface la lecture du capteur de turbidité (signal analogique);
 - 1.10 Mémoire interne (écriture en boucle, servant de sauvegarde) de 100 MB ou plus;
 - 1.11 Doit inclure un câble d'appoint d'une longueur de 10 à 12 m (différent du câble marin pour la transmission en temps réel) afin de tester et programmer l'ADCP hors de l'eau. Ce câble d'appoint n'est pas représenté sur le plan de la station océanographique à l'annexe C.
- 2. Capteur de turbidité de type transmissiomètre :**
 - 2.1 Longueur d'onde entre 650 et 660 nm;
 - 2.2 Longueur du trajet de propagation du spectre entre 10 et 15 cm;
 - 2.3 Doit être alimenté en électricité par l'ADCP;
 - 2.4 Les données doivent être enregistrées et prises en charge par l'ADCP. L'ADCP doit ensuite transmettre les données à un ordinateur via le boîtier d'interface;
 - 2.5 Doit inclure un système (anti-fouling system rings) qui ralentit ou empêche la prolifération des micro-organismes sur le capteur de turbidité.
- 3. Plateforme sous-marine (support de mouillage) de style tripode :**
 - 3.1 Doit résister à un environnement marin;

- 3.2 Doit être composé de trois pattes, positionnées à équidistance, et conçue pour fixer des poids aux extrémités des pattes afin de lester la plateforme;
- 3.3 Doit avoir un poids maximal de 90 kg et disposer d'œillets de tractage pour soulever et déposer la plateforme sous-marine;
- 3.4 Fournir un système de fixation de type cardan (gimbal) et contrepoids pour assurer la verticalité de l'ADCP (advenant que la station ne soit pas installée sur un fond marin plat);
- 3.5 Doit avoir un système de fixation pour le capteur de turbidité.

4. Boîtier d'interface :

- 4.1 Doit être alimenté en énergie avec un courant de 115 v alternatif;
- 4.2 Fournir l'alimentation en énergie à l'ADCP et au capteur de turbidité;
- 4.3 Contrôler les paramètres de l'ADCP et transférer les données de l'ADCP à l'ordinateur via le protocole de communication RS422;
- 4.4 Doit avoir une connexion USB ou RS232 ou RS422 pour se brancher à un ordinateur.

5. Câblage et connecteurs marins :

Voir le plan de la station océanographique à l'annexe C pour une référence relative aux câbles A, B, C et D.

- 5.1 Fournir un câble A de 1.5 à 2 m de longueur qui alimente et transfère les données entre le capteur de turbidité et l'ADCP. Le câble doit résister à l'environnement marin et à l'abrasion. Les deux extrémités du câble doivent être munies d'un connecteur chacun pour se fixer à l'ADCP et au capteur de turbidité. Les deux connecteurs doivent résister à un environnement marin et à l'abrasion;
- 5.2 Fournir un câble B de 2 à 3 m de longueur qui alimente et transfère les données entre l'ADCP et le câble C. Ce câble doit relier l'ADCP et la première extrémité du câble C. Le câble doit résister à l'environnement marin et à l'abrasion. Les deux extrémités du câble doivent être munies d'un connecteur chacun pour se fixer à l'ADCP et à la première extrémité du câble C. Les deux connecteurs doivent résister à un environnement marin et à l'abrasion;
- 5.3 Fournir un câble C de 100 à 125 m de longueur qui alimente et contrôle le capteur de turbidité et l'ADCP ainsi que le transfert les données entre le capteur de turbidité et l'ADCP. Le câble C doit relier la dernière extrémité du câble B et la première extrémité du câble D. Le câble doit résister à l'environnement marin et à l'abrasion. Les deux extrémités du câble doivent être munies d'un connecteur chacun pour se fixer à la dernière extrémité du câble B et à la première extrémité du câble D. Les deux connecteurs doivent résister à un environnement marin et à l'abrasion. Les connecteurs devront permettre aux plongeurs d'attacher et de détacher les deux sections des câbles C et D;
- 5.4 Fournir un câble D de 100 à 125 m de longueur qui alimente et contrôle le capteur de turbidité et l'ADCP ainsi que le transfert les données entre le capteur de turbidité et l'ADCP. Le câble D doit relier la dernière extrémité du câble C et le boîtier d'interface. Le câble doit résister à l'environnement marin et à l'abrasion. Les deux extrémités du câble doivent être munies d'un connecteur chacun pour se fixer à la dernière extrémité du câble C et au boîtier d'interface. Les deux connecteurs doivent résister à un environnement marin et à

l'abrasion. Les connecteurs devront permettre aux plongeurs d'attacher et de détacher les deux sections des câbles C et D;

- 5.5 Fournir trois fils réducteur de tension. Les deux premiers fils réducteurs de tensions doivent être fixés aux câbles C et D afin de libérer la tension sur les connecteurs. Ces deux fils réducteur de tension doivent être reliés entre le câble C et D par un mousqueton ou une manille. Le troisième fil réducteur de tension doit être fixé à la plateforme sous-marine et relié au câble C. Ce fil réducteur de tension doit être fixé au câble C et doit être relié à la plateforme sous-marine par un mousqueton ou une manille. Ces fils réducteur de tension, mousquetons et/ou manilles doivent résister à un environnement marin et à l'abrasion.

6. Logiciel :

- 6.1 Le logiciel doit analyser les données émises par l'ADCP :

- 6.1.1 Déterminer la vitesse et la direction des courants marins d'un minimum de 25 strates différentes de la colonne d'eau;
- 6.1.2 Déterminer la hauteur et le spectre directionnel et non-directionnel des vagues;
- 6.1.3 Déterminer la température environnante de l'ADCP;
- 6.1.4 Enregistrer les données sur le disque dur d'un ordinateur en temps réel afin d'être utilisées par d'autres programmes en temps réel;
- 6.1.5 Doit fonctionner sous le système d'exploitation Windows XP et Windows 7.

- 6.2 Le logiciel doit analyser les données émises par le capteur de turbidité :

- 6.2.1 Déterminer l'indice de turbidité de l'eau;
- 6.2.2 Enregistrer les données sur le disque dur d'un ordinateur en temps réel afin être utilisées par d'autres programmes en temps réel;
- 6.2.3 Doit fonctionner sous le système d'exploitation Windows XP et Windows 7.

7. Quincaillerie :

Fournir tout le matériel requis (supports, crochets, boulons, vis, ou tout autre type de matériel), afin de pouvoir assembler et fixer adéquatement tous les instruments (ADCP, système de fixation de type cardan à contrepoids (gimbal), capteur de turbidité) à la plate-forme sous-marine. L'ensemble du matériel doit résister à un environnement marin et à l'abrasion.

SERVICE DE SOUTIEN TECHNIQUE

Un service de soutien technique doit être offert par téléphone et/ou par le biais d'internet. Les services de soutien devront être offerts en français ou en anglais. Le délai de réponse pour les demandes de service doit être inférieur ou égal à une journée ouvrable.

PRODUITS LIVRABLES

Le fournisseur doit :

- livrer une station océanographique sous-marine en conformité avec l'annexe A - Besoin;
- livrer le ou les logiciel en conformité avec l'annexe A - Besoin;
- livrer un manuel d'utilisation, en copie papier ou électronique sur disque compact.

Solicitation No. - N° de l'invitation

5P212-110919/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

QCN-2-35105

Buyer ID - Id de l'acheteur

qcn026

Client Ref. No. - N° de réf. du client

5P212-11-0919

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Solicitation No. - N° de l'invitation

5P212-110919/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

qcn026

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

5P212-11-0919

QCN-2-35105

ANNEXE « B »**BASE DE PAIEMENT**

Fournir et livrer pour Parc Canada (PC), Tadoussac, Québec, Canada, tous les articles suivants :

Article	Description	Qté.	Prix unitaire ferme	Prix total
1	Station océanographique en conformité avec l'Annexe A - Besoin.	1	\$ _____	\$ _____
2	Livraison Le prix est DDP Incoterms 2000, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens et comprend tous les frais d'expédition et de livraison.	1	\$ _____	\$ _____
TOTAL :				\$ _____

Solicitation No. - N° de l'invitation

5P212-110919/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

qcn026

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

5P212-11-0919

QCN-2-35105

ANNEXE « C »

CONCEPT DE STATION OCÉANOGRAPHIQUE SOUS-MARINE

ANNEXE C :

Concept de station océanographique sous-marine

